

Note de conjoncture – Juin 2016 La reprise s'auto-entretient dans la zone euro

L'Insee a présenté ce matin à la presse sa **Note de conjoncture de juin**. **Les conjoncturistes de l'Insee estiment que les facteurs favorables du 1^{er} trimestre 2016 s'estomperaient au 2^e et que le PIB ralentirait. L'activité resterait néanmoins solide avec une croissance de +0,3 % à +0,4 % par trimestre. Le taux de chômage baisserait de 0,4 point jusque fin 2016 pour s'établir à 9,8 %.**

Côté ménages

- Au premier trimestre 2016, **la consommation des ménages a nettement accéléré (+1,0 % après 0,0 %)**, atteignant sa plus forte croissance depuis début 2006, notamment du fait des achats de billets pour **l'Euro 2016 de football** et de télévisions avant le changement de standard. En moyenne **sur l'année, elle augmenterait de 1,6 %**, quasiment comme en 2015.
- **L'investissement des ménages cesserait de baisser** après plusieurs années de fort recul (**+0,2 %** en moyenne annuelle en 2016).

Côté entreprises

- **Le taux de marge continuerait d'augmenter**, se rapprochant un peu plus de sa moyenne d'avant-crise (32,4 % attendu fin 2016).
- Les **taux d'intérêt** restent à bas niveau.
- **L'investissement des entreprises** a vivement accéléré fin 2015 puis début 2016. En moyenne sur l'année, il serait le principal facteur de l'accélération de l'activité.

Chiffres clés du scénario pour la France en 2016

- Une **croissance annuelle qui atteindrait +1,6 %** en moyenne, au plus haut depuis 2011
- Une demande interne qui accélérerait, notamment **l'investissement des entreprises : +4,7 %** en 2016 (après +2,7 % en 2015)
- Un **commerce extérieur** qui freinerait davantage l'activité : la contribution à la croissance serait de **-0,7 point** en 2016
- Une **inflation** qui se **redresserait** et atteindrait **+0,7 %** fin 2016
- Une **hausse attendue de l'emploi total : +210 000** en 2016
- Un **taux de chômage qui baisserait de 0,4 point à 9,8 %** fin 2016

Un éclairage sur...: les différences entre **chômage BIT** et nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Entre 2009 et 2015, l'écart entre le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A et celui de chômeurs au sens du BIT est passé de **70 000 à 720 000**. Bien que ces deux statistiques décrivent des réalités proches, elles ne se recouvrent pas nécessairement.

Plusieurs changements ont pu susciter plus d'inscriptions à Pôle emploi sans pour autant modifier le comportement de recherche d'emploi, et donc sans augmenter d'autant le nombre de chômeurs au sens du BIT : mise en place du RSA, assouplissement des conditions pour bénéficier d'indemnités, extinction progressive des dispenses de recherche d'emploi, report progressif des bornes d'âge de départ en retraite.

Entre fin 2013 et fin 2015, la hausse des personnes se déclarant inscrites à Pôle emploi dans l'enquête Emploi mais ne relevant pas du chômage au sens du BIT provient d'une hausse **de personnes découragées et de celles qui ne sont pas disponibles** pour prendre un emploi dans les 15 jours. Celles-ci peuvent être inscrites à Pôle Emploi mais ne sont pas comptabilisées dans les chômeurs au sens du BIT.



Nos experts ont dit...

« **La reprise de l'activité se diffuse à l'emploi et, de ce fait, s'auto-entretient. En 2016, la hausse de l'emploi serait suffisante pour que le chômage baisse, à 9,8 % en fin d'année** ».

Vladimir Passeron, chef du département de la conjoncture

Aléa : un « Brexit » engendrerait incertitudes et attentisme

Le scénario retenu suppose un maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne à l'issue du référendum du 23 juin. Une victoire du « Brexit » conduirait à un surcroît d'incertitude quant au nouveau partenariat commercial entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, qui serait d'autant plus forte si elle s'étendait à la question de l'unité européenne. Cette incertitude contribuerait à un attentisme accru des investisseurs européens.

Zoom sur... : La croissance française en 2015, ou comment les impulsions extérieures et les facteurs internes se sont compensés

En 2015, la croissance française a atteint +1,2 %, après +0,7 % en 2014. Cette accélération a eu lieu au sein d'un **environnement international marqué par plusieurs inflexions significatives** : la forte baisse du prix du pétrole, une politique monétaire plus accommodante, la reprise des pays d'Europe du Sud, mais le ralentissement des économies émergentes. L'ensemble de ces impulsions externes auraient globalement soutenu la croissance française à hauteur de +0,5 point en 2015. Mais celle-ci a également été **pénalisée par des facteurs internes**, comme le recul de l'investissement des ménages, celui de l'investissement public ou l'effet retardé des hausses passées des prélèvements obligatoires. Globalement, facteurs externes et internes se sont compensés.



Nos experts ont dit...

« En 2015, impulsions extérieures favorables et freins intérieurs se sont compensés et l'activité française a crû quasiment à son rythme tendanciel ».

Dorian Roucher, chef de la division Synthèse conjoncturelle



Nos experts ont dit...

« Dans la zone euro, les moteurs internes prendraient le relais des impulsions externes en 2016 et la croissance des principales économies résisterait au ralentissement mondial, notamment des pays anglo-saxons ».

Bertrand Marc, chef de la section Zone euro

Retrouvez aussi dans la Note de conjoncture :

- Un **dossier** sur de nouveaux indicateurs de climats des affaires sous-sectoriels pour améliorer le diagnostic conjoncturel ;
- Des **éclairages** notamment sur :
 - le nouveau **plan d'urgence pour l'emploi**,
 - la traduction des fluctuations des **ventes de logements neufs** dans l'investissement des ménages.

Principaux éléments du scénario sur l'environnement international

- La **croissance de la zone euro** résiste à un environnement international de nouveau moins porteur : +1,7 % en 2016 après +1,6 %.
- Les **économies émergentes tournent encore au ralenti en 2016**, et le commerce mondial reste très maussade. Toutefois, après un trou d'air en hiver, leur croissance s'élèverait timidement au printemps.
- En 2016, la contribution du **commerce extérieur** à la croissance serait globalement **positive dans les économies émergentes** et **négative dans les économies avancées**.

Contact presse : 01 41 17 57 57 - bureau-de-presse@insee.fr
Retrouvez l'Insee sur - www.insee.fr - @InseeFr